



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

SIT COPIE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des installations classées

Affaire suivie par Francine Fauvel
☎ 03.87.34.85.30

ARRETE

N° 2009-DEDD/IC- 113
en date du 18 mai 2009

**mettant en demeure la Société TEXTILOR de
déposer un dossier de demande d'autorisation
d'exploiter un atelier de nettoyage à sec à BASSE-
HAM.**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1^{er} et des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement notamment ses articles L.512.1 et L.514.2 .

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 mai 2009 ;

Considérant que la Société TEXTILOR SA exploite à Basse-Ham un atelier de nettoyage à sec dont la capacité nominale totale des machines dépasse 50 kg par jour ;

Considérant que cette activité est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2345 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Considérant que la société TEXTILOR SA exploite son activité sans l'autorisation préfectorale requise ;

Considérant de ce fait que cette situation est de nature à porter des préjudices aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

La Société TEXTILOR SA est mise en demeure de déposer en préfecture, dans un délai de **trois mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, un dossier de demande d'autorisation afin de régulariser l'exploitation de son atelier de nettoyage sis RN 153 à Basse-Ham.

Article 2 :

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de Thionville, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise.

Metz, le 18 mai 2009

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Jean-Francis TREFFEL